

Declaration de RIO DE JANEIRO

Les gouvernements
infranationaux pour un avenir
durable, juste et résilient

Déclaration politique de Regions4



Les gouvernements infranationaux et décentralisés pour un avenir durable, juste et résilient

Nous, gouvernements infranationaux* et décentralisés, réunis à l'occasion de l'Assemblée Générale de Regions4 à Rio de Janeiro, au Brésil, du 26 au 28 juin 2024, sous le thème "Les gouvernements infranationaux et décentralisés pour un avenir durable, juste et résilient", avons adopté la déclaration politique de Rio de Janeiro comme suit :

NOUS RECONNAISSONS

Dans un contexte de défis sans précédent et au cours d'une année cruciale de sommets mondiaux, notamment le Sommet de l'avenir des Nations unies, la COP16 sur la diversité biologique, la COP29 sur le changement climatique, la cinquième session du Comité de négociations intergouvernemental CNI-5 pour un accord juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution plastique et le Sommet du G20, **nous soulignons la nécessité d'un système multilatéral refondé et inclusif, incluant tous les niveaux de gouvernement, pour faire face, en synergie, aux enjeux du changement climatique, de la perte de biodiversité, de la pollution et des Objectifs de développement durable (ODD).**

Les conclusions alarmantes du Rapport mondial sur le développement durable 2023 qui met en évidence que seulement 18% des ODDs sont en bonne voie ou ont été atteints, avec des reculs significatifs en matière d'action climatique et de conservation de la biodiversité.

La destruction des écosystèmes naturels exacerbe les vulnérabilités climatiques et les inégalités sociales. La perte de biodiversité et l'effondrement des écosystèmes font partie des risques mondiaux qui augmentent le plus rapidement et constituent une grave menace pour les générations futures. Il est essentiel de prendre des mesures immédiates pour lutter contre la pollution, en particulier la pollution plastique, et pour promouvoir des modes de consommation et de production durables afin de protéger à la fois l'environnement et la santé humaine.

Le Bilan Mondial (GST) de la COP28 a mis en évidence une trajectoire dangereuse vers une hausse de température de 2,8°C d'ici la fin du siècle, soulignant le besoin critique d'efforts d'adaptation urgents et d'augmentations substantielles des financements en action climatique pour honorer les engagements en faveur d'une limite de 1,5°C. Le Rapport 2023 du PNUE sur le déficit d'adaptation signale que le déficit de financement de l'adaptation se situe entre 194 et 366 milliards de dollars américains par an, dont seulement 10 % atteignent le niveau local.

Pour relever les défis mondiaux actuels et futurs, il faut inclure les gouvernements infranationaux et décentralisés, qui comprennent les réalités et les besoins locaux, et possèdent l'expertise, les compétences et la capacité de traduire les accords mondiaux en réalités sur le terrain, en offrant des perspectives territoriales vitales et des solutions intégrées.

* Aux fins du présent document, le terme "gouvernements infranationaux" désigne les États, les provinces, les domaines, les territoires, les gouvernements régionaux .

La réponse des gouvernements infranationaux et décentralisés pour une action accélérée et un impact global

Les gouvernements infranationaux et décentralisés font preuve d'ambition, de leadership et d'innovation dans l'élaboration des politiques, en reliant de manière cruciale les réalités urbaines et rurales et en intégrant le climat et la biodiversité dans des secteurs tels que l'agriculture, la gestion de la pollution, la gestion du littoral et l'énergie.

Ils mettent en oeuvre les initiatives d'adaptation et favorisent les approches holistiques et les collaborations avec le secteur privé, les institutions de recherche et la société civile, qui sont essentielles pour promouvoir des solutions résilientes viables.

En tant que pôles d'innovation, les gouvernements infranationaux et décentralisés sont à la pointe de solutions fondées sur la nature et lancent des initiatives locales et régionales qui peuvent être amplifiées à différentes échelles pour informer les Contributions Déterminées au niveau National (CDN), les Plans Nationaux d'Adaptation (PAN), les Stratégies et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB), les Plans d'action nationaux pour les ODD et les Examens Nationaux Volontaires.

Ils sont à l'avant-garde des efforts visant à éradiquer la pollution par les plastiques, comme en témoigne la Coalition des gouvernements locaux et infranationaux pour mettre fin à la pollution plastique. Ils peuvent également générer des ressources financières locales et régionales, contribuer aux fonds mondiaux pour le climat et la biodiversité, et sont des acteurs essentiels dans la mobilisation des solutions financières nécessaires pour accélérer l'action.

NOUS DEMANDONS

Un système multilatéral, adapté à l'avenir, qui reconnaît le rôle vital de la gouvernance à plusieurs niveaux et facilite l'engagement et la coordination à tous les niveaux de gouvernement.

- **Améliorer la représentation des gouvernements infranationaux et décentralisés dans l'ensemble du système des Nations unies** : les gouvernements infranationaux et décentralisés devraient être reconnus comme des acteurs politiques gouvernementaux à part entière, dotés d'une capacité d'élaboration des politiques et de responsabilités en matière de prestation de services, par la création d'un mécanisme pour les gouvernements locaux et régionaux qui s'engage avec les organes des Nations unies et les États membres. Le Comité consultatif sur les gouvernements infranationaux de la Convention sur la diversité biologique et le Groupe consultatif du Secrétaire général des Nations unies sur les gouvernements locaux et régionaux servent de modèles exemplaires pour cette approche inclusive. Le Sommet de l'avenir de 2024 et le Pacte pour l'avenir des Nations Unies sont des occasions clés de faire progresser ce multilatéralisme inclusif.
- **Encourager les gouvernements nationaux à inclure les gouvernements infranationaux et décentralisés dans l'élaboration des politiques en faveur de la résilience** : dans la planification, la mise en oeuvre et l'examen des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, des plans d'adaptation nationaux, des contributions déterminées au niveau national et des plans d'action nationaux pour les ODD. Les gouvernements infranationaux et décentralisés devraient être soutenus dans la réalisation d'examen locaux volontaires et l'intégration de ces résultats dans les processus nationaux.

- **Reconnaître la contribution des gouvernements infranationaux et décentralisés aux agendas mondiaux** : la reconnaissance des progrès et des contributions par le biais d'initiatives mondiales non étatiques telles que la campagne Regions Race to Resilience, RegionsWithNature et l'agenda d'adaptation de Sharm-El-Sheikh, devrait être envisagée et incorporée dans les examens mondiaux des progrès réalisés.
- **Renforcer les initiatives d'action multiniveaux** telles que la résilience urbaine durable pour la prochaine génération (SURGe), la Coalition pour des partenariats multiniveaux de grande ambition (CHAMP), le Sommet local d'action pour le climat, la Coalition locale 2030 et la Coalition de la Haute Ambition, en tant que mécanismes clés pour favoriser la collaboration entre tous les niveaux de gouvernement et reconnaître les contributions des gouvernements infranationaux et décentralisés.

Une nouvelle relation avec la nature sous l'égide des gouvernements infranationaux et décentralisés

- **Donner aux citoyens, aux gouvernements infranationaux et décentralisés les moyens** d'instaurer une relation transformatrice avec la nature, en jouant un rôle clé dans la protection de l'environnement et en stimulant l'emploi local axé sur la durabilité.
- **Investir dans les innovations et les solutions infranationales et décentralisées**, en particulier dans les solutions fondées sur la nature et l'économie bleue.
- **Élargir le champ d'action des zones urbaines au territoire plus vaste auquel elles appartiennent.** Il est impératif de reconnaître l'importance des interconnexions entre les zones urbaines et rurales et la relation entre la société, la nature, l'économie et l'environnement, afin de promouvoir la cohésion territoriale.

Faciliter le financement au niveau infranational et décentralisé pour un avenir durable et résilient

- **Augmenter la part des financements mondiaux liés au climat, à la biodiversité et aux ODD vers le niveau infranational et décentralisé et établir une feuille de route internationale pour la localisation des financements**, notamment en allouant aux gouvernements infranationaux et décentralisés des fonds directs provenant du Cadre mondial pour la biodiversité et des fonds pour les pertes et dommages.
- **Reproduire dans d'autres régions du monde le modèle de la mission de l'Union européenne (UE)** sur l'adaptation, qui soutient les régions, les villes et les autorités locales de l'UE dans leurs efforts pour renforcer la résilience face aux effets du changement climatique, en faisant appel aux banques régionales de développement.
- **Soutenir et promouvoir des mécanismes de financement innovants** mis en œuvre par les gouvernements infranationaux et décentralisés, qui soient intégrés et portent à la fois sur le climat et la conservation de la biodiversité.
- **Développer les partenariats public-privé au niveau infranational et décentralisé** pour élaborer des solutions communes et financer des actions résilientes.
- **Supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles et aux produits nocifs pour l'environnement** afin de mettre pleinement en œuvre les résultats du premier bilan mondial (GST).

Renforcer le suivi et l'établissement de rapports cohérents et inclusifs sur les progrès réalisés au niveau mondial

- **Encourager la production et le partage de données fiables** pouvant être utilisées au niveau infranational et décentralisé.
- **Œuvrer en faveur d'un suivi plus cohérent dans l'ensemble des accords environnementaux des Nations Unies**, notamment en alignant le cadre de suivi de l'Objectif Mondial d'Adaptation sur les indicateurs existants du Cadre mondial pour la biodiversité et les cibles des ODD.
- **Inclure les contributions et les informations fournies par les gouvernements infranationaux et décentralisés dans les systèmes nationaux de suivi et d'établissement de rapports**, en tenant compte de la manière dont elles seront collectées, agrégées et synthétisées, afin de garantir que les efforts, les contributions et les enseignements tirés au niveau infranational soient pris en compte.

NOUS NOUS ENGAGEONS À DES POLITIQUES INCLUSIVES

- **Favoriser et développer des solutions résilientes et intégrées** pour le climat, la biodiversité et les ODD, en utilisant nos valeurs fondamentales de diversité, de collaboration, de solidarité, de proximité, d'appropriation, de responsabilité et de leadership.
- **Souligner la valeur des gouvernements infranationaux et décentralisés dans la lutte contre les crises du changement climatique, de la pollution et de la perte de la nature**, notamment par une transparence accrue, un plaidoyer au sein des Nations Unies et en favorisant la collaboration et l'alignement avec d'autres organisations infranationales concernées.
- **Échanger des bonnes pratiques et élaborer des solutions communes entre les gouvernements infranationaux et décentralisés**, notamment par le biais de RegionsAdapt, RegionsWithNature, Regions4SDGs et d'autres initiatives telles que la Coalition des gouvernements infranationaux et locaux pour mettre fin à la pollution plastique et le Partenariat méditerranéen d'action pour le climat (MCAP).
- **Élaborer des politiques visant à ne laisser personne de côté dans la poursuite de la justice climatique et de la transition écologique**, en réduisant les inégalités entre les régions et au sein de celles-ci, en accordant la priorité aux groupes vulnérables et en mettant en évidence des exemples de gouvernements infranationaux favorisant l'inclusion et l'équité dans les efforts de développement durable et proposant des solutions en matière de pertes et de dommages.
- **Favoriser un dialogue permanent avec les parties prenantes et les citoyens de nos territoires afin de relever les défis actuels et d'éclairer les politiques stratégiques**. Servir de pont stratégique entre les gouvernements nationaux et locaux pour assurer l'alignement et la cohérence des politiques dans tous les secteurs, en maximisant l'impact des mesures mises en œuvre.
- **Promouvoir une production durable et une consommation responsable grâce à des mécanismes solides, tout en renforçant les capacités locales** pour une planification et une gestion efficaces du changement climatique, de la biodiversité et des ODD.
- **Nous engager de manière constructive, avec un sentiment d'urgence et de solidarité, dans les dernières étapes de la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin**, sur la base d'une approche globale qui prend en compte l'ensemble du cycle de vie des plastiques.



-  www.regions4.org
-  info@regions4.org
-  [@Regions4SD](https://twitter.com/Regions4SD)
-  [@Regions4](https://www.linkedin.com/company/Regions4)